



UN LIBRARY

A/CONF.94/16

MAR 15 1980

UN/SA COLLECTION

# **CONFÉRENCE MONDIALE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME:**

## **Egalité, développement et paix**

**Copenhague, Danemark  
14-30 juillet 1980**

RAPPORT DE LA RÉUNION PRÉPARATOIRE  
REGIONALE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AMERIQUE LATINE

Points 8 et 9 de l'ordre du jour provisoire



Rapport de la deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la  
femme au développement économique et social de l'Amérique latine,  
tenue à Macuto (Venezuela) du 12 au 16 novembre 1979<sup>x</sup>

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. ORGANISATION DES TRAVAUX .....	1 - 30	1
1. Lieu et date .....	1	1
2. Participation .....	2 - 6	1
3. Election du Bureau .....	7 - 8	2
4. Ordre du jour .....	9 - 10	3
5. Organisation des travaux .....	11	4
6. Séance d'ouverture .....	12 - 24	4
7. Rapport .....	25	6
8. Séance de clôture .....	26 - 30	6
II. RESUME DES DEBATS .....	31 - 87	8
III. RESOLUTIONS .....	88	22
1. Création d'une commission spéciale chargée d'étudier les problèmes de la mère et de l'enfant .....		22
2. Création de commissions nationales chargées d'étudier les problèmes de la mère et de l'enfant .....		22
3. Evaluation et priorités de l'Amérique latine en vue de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix .....		23
4. Appui au développement de la femme au Nicaragua .....		34
5. La femme aux postes de direction du secrétariat de la CEPAL .....		34
6. Problème des femmes réfugiées .....		35

## I. ORGANISATION DES TRAVAUX

### 1. Lieu et date

1. La deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, convoquée par le Secrétaire exécutif de la CEPAL, afin d'évaluer ce qui a été réalisé en application du plan d'action régional et dans la perspective de la prochaine Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, a eu lieu à Macuto (Venezuela), du 12 au 16 novembre 1979.

### 2. Participation

2. Les Etats membres ci-après de la Commission ont participé à la Conférence : Argentine, Barbade, Brésil, Canada, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, Dominique, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grenade, Guyane, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Panama, Pérou, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Uruguay et Venezuela 1/.

3. Les Etats associés des Indes occidentales y ont également assisté en qualité de membre associé de la Commission. Leur délégation comprenait des représentants de Montserrat, d'Antigua, de Saint-Christophe et de Saint-Vincent.

4. Les organismes ci-après du système des Nations Unies étaient aussi représentés : Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires, Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'influence des moyens de communication de masse, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), Banque mondiale, Programme alimentaire mondial (PAM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Volontaires des Nations Unies, Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation panaméricaine de la santé (OPS), Centre latino-américain de démographie (CELADE), et Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES).

---

1/ La liste complète des participants a été distribuée au cours de la réunion.

5. Parmi les participants on comptait aussi les représentants des organismes intergouvernementaux suivants : Banque interaméricaine de développement (BID), Communauté des Caraïbes (CARICOM), Institut interaméricain des sciences agricoles, Commission interaméricaine des femmes (CIF), Système économique latino-américain (SELA).

6. Ont participé à la Conférence les organisations non gouvernementales ci-après : Confédération mondiale du Travail, Conseil international des femmes, Fédération démocratique internationale des femmes, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Fédération internationale pour le planning familial, Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, Fédération syndicale mondiale, Communauté internationale Baha'ie, Fédération internationale des femmes juristes, Fédération internationale des femmes diplômées des universités, Service social international, Union mondiale des organisations féminines catholiques, Congrès permanent de l'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine, Confédération latino-américaine des travailleurs de l'Etat, Conseil latino-américain des femmes catholiques, Conseil national des femmes de Colombie, Conseil national des femmes de l'Uruguay, Conseil national des femmes du Venezuela, Union des femmes d'action catholique.

### 3. Election du Bureau

7. A sa première séance plénière, la Conférence a approuvé la composition du Bureau qui avait été arrêtée au cours d'une réunion préalable des chefs de délégation. Le Bureau était composé comme suit :

<u>Présidente</u> :	Mercedes Pulido de Brieno (Venezuela)
<u>Vice-Présidentes</u> :	María Lourdes C. S. de Vincenzi (Brésil) Ana Sixta de Cuedros (Colombie) Vilma Espín de Castro (Cuba) Carmen Mc Gregor (Jamaïque) Carmen Moreno de Del Cueto (Mexique) Raquel Macedo de Sheppard (Uruguay)
<u>Rapporteur</u> :	Marina Volio de Trejos (Costa Rica)

8. Il a été décidé de suivre la procédure établie au paragraphe 88 (2) du plan d'action régional pour l'intégration de la femme dans le développement économique et social de l'Amérique latine adopté lors de la onzième séance extraordinaire du Comité plénier de la CEPAL, le 21 novembre 1977; ce paragraphe est libellé comme suit : "Le Bureau de la Conférence régionale restera en fonction jusqu'à la désignation d'un nouveau bureau et assurera la liaison entre les gouvernements et le Secrétariat de la CEPAL dans le domaine de l'intégration de la femme au développement". A cet effet, il a été décidé que le Bureau ne pourrait se réunir que si quatre de ses membres étaient présents et que ses prochaines réunions auraient lieu à tour de rôle dans chacun des pays qui en faisaient partie.

#### 4. Ordre du jour

A sa première séance plénière, la Conférence a arrêté l'ordre du jour suivant :

1. Election du bureau.
  2. Adoption de l'ordre du jour (E/CEPAL/CRM.2/L.1).
  3. Rapport de la Présidente du Bureau de la Conférence régionale sur les travaux effectués entre les première et deuxième conférences régionales sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine.
  4. Evaluation de l'application du Plan d'action régional depuis la première Conférence régionale. Ce bilan comprendra l'analyse de la situation des enfants et des jeunes en ce qui concerne la femme et la famille.
  5. Etude des mesures régionales à prendre en vue de l'exécution de programmes intéressant les femmes et leur intégration au développement, y compris des recommandations, priorités et stratégies nationales et sous-régionales susceptibles de contribuer également aux objectifs de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui se tiendra en 1980 et mettra particulièrement l'accent sur l'emploi, la santé et l'éducation.
  6. Examen des mesures à prendre pour accélérer l'élaboration, le financement et l'exécution de programmes intéressant les femmes et leur intégration au développement.
  7. Examen et adoption du rapport.
10. Pour leurs délibérations, les participantes disposaient des documents de travail suivants : "La situación de la mujer en América Latina y el Caribe en relación con el cumplimiento del Plan de Acción Regional" (La condition de la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes eu égard à l'application du Plan d'action régional) (E/CEPAL/CRM.2/L.2), "Aportes para el diagnóstico y la promoción de la integración de la mujer en el desarrollo de América Latina y el Caribe" (Contributions au diagnostic et à la promotion de l'intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes) (E/CEPAL/CRM.2/L.3), "Informe de la labor realizada durante su mandato (junio de 1977 a noviembre de 1979) por la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe" (Rapport sur les travaux effectués, pendant son mandat (juin 1977 à novembre 1979), par le Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes) (E/CEPAL/CRM.2/L.5) et "Informe del Grupo de Expertos Gubernamentales para Evaluar la Ejecución del Plan de Acción Regional para la integración de la mujer en el desarrollo económico y social de América Latina" (Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'évaluer l'exécution du Plan d'action régional pour l'intégration de la femme dans le développement économique et social de l'Amérique latine) (E/CEPAL/1071).

/...

## 5. Organisation des travaux

11. La Conférence a tenu des séances plénières. Elle a en outre créé un groupe de travail composé de membres des délégations et un groupe de rédaction chargé d'étudier les projets de résolution. Au cours de la Conférence, il y a eu une séance officielle au cours de laquelle les institutions spécialisées, la Banque mondiale et le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme ont donné aux délégations intéressées des informations sur leurs programmes.

## 6. Séance d'ouverture

12. La séance d'ouverture s'est tenue le 12 novembre 1979 en présence du Président de la République du Venezuela, M. Luis Herrera Campíns. Avant lui, ont pris la parole Mme Vilma Espín de Castro, présidente du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, au nom des délégations présentes; Mme Lucielle Mair, secrétaire générale de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme qui doit avoir lieu en 1980; et M. Enrique V. Iglesias, secrétaire exécutif de la CEPAL.

13. La Présidente du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes Mme Vilma Espín de Castro, a exprimé sa reconnaissance au Venezuela d'avoir accepté d'accueillir la Conférence. Celle-ci avait pour but d'évaluer l'exécution du Plan d'action régional adopté par la première Conférence régionale, tenue à La Havane deux ans plus tôt, et de définir les priorités pour la deuxième moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Soulignant qu'il est établi que la condition des femmes est inséparable de la situation politique, économique et sociale des peuples auxquels elles appartiennent, la Présidente a envisagé cette tâche dans la perspective de l'Evaluation de la Paz, qui définit le développement comme "un processus intégral impliquant à la fois l'économique et le social" et pose la nécessité "de réaliser des changements structurels profonds, condition préalable du développement intégral". Elle a également souligné la nécessité de venir à bout de l'inégalité qui caractérise les relations entre pays en développement et pays industrialisés en instaurant un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, la justice et la coopération entre les peuples. La Présidente a rappelé à ce sujet les principes énoncés à l'Assemblée générale des Nations Unies par le Président du Mouvement des pays non alignés. Elle a souligné que la lutte pour la paix devait être l'objectif suprême de tous.

14. Enfin, elle a souligné l'importance de la tâche exaltante qu'avait la Conférence, dont les résultats pourraient ouvrir la voie à la réalisation des objectifs fixés par le Plan d'action régional.

15. La Secrétaire générale de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme a déclaré que les efforts régionaux pouvaient être replacés dans une perspective mondiale; l'Amérique latine pouvait contribuer à la lutte mondiale pour la justice, tout comme elle pouvait compter sur les contributions internationales à l'appui de ses efforts. L'année 1980, où se tiendrait la Conférence mondiale, verrait aussi l'élaboration d'une nouvelle stratégie internationale du développement dans laquelle les femmes - en tant que bénéficiaires, participantes et agents - avaient un rôle fondamental.

/...



16. La Secrétaire générale de la Conférence mondiale a évoqué la situation de la femme latino-américaine telle qu'elle était décrite dans l'Evaluation de la Paz, et a indiqué que le Plan d'action régional élaboré par la première Conférence régionale constitue un apport fondamental à la pensée internationale sur ce sujet, tant par les mécanismes d'action et d'évaluation qu'il établit que par l'expérience historique qu'il reflète, laquelle peut être valable pour une grande partie du monde.
17. En conclusion, elle a exprimé ses remerciements au Venezuela et sa confiance dans le succès des travaux de la Conférence.
18. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL, après avoir remercié de leur participation les personnalités présentes, a évoqué la question de l'intégration de la femme au développement dans le contexte latino-américain à l'approche des années 80 et a fait remarquer que les indicateurs du développement économique révélaient aussi un autre aspect : la persistance de grandes inégalités sociales. La participation politique et sociale de la femme, comme son égalité juridique, devaient s'inscrire dans le cadre du développement intégral, lequel représentait un enjeu important, précisément parce que les conditions de développement économique de l'Amérique latine lui permettaient dans une large mesure de surmonter ses problèmes sociaux pourvu que cet objectif soit toujours au centre des préoccupations des gouvernements.
19. Le rôle des Nations Unies était de collaborer à l'action des gouvernements et les commissions régionales avaient pour mandat de regrouper les efforts régionaux visant à l'intégration de la femme dans le développement. Cette fonction correspondait pleinement à la préoccupation constante de la CEPAL pour le développement social.
20. Enfin, le Secrétaire exécutif de la CEPAL a répété que la Conférence avait pour but d'évaluer l'application du Plan d'action régional et devait servir de point de départ à la contribution latino-américaine lors de la prochaine Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme.
21. Le Président du Venezuela a souhaité cordialement la bienvenue aux délégations participantes. Il a souligné dans son allocution que tous étaient d'accord quant au diagnostic de la réalité et à l'objectif de réaliser une société plus intégrée, permettant une pleine participation des femmes au développement intégral, qui intéresse non seulement les ressources matérielles mais aussi les ressources humaines de chaque pays : l'individu tout entier et tous les individus, afin de développer pleinement les possibilités de chacun. Il a souligné que le manque de participation des femmes dépasse les différences purement géographiques et se retrouve dans des pays très différents.
22. Evoquant la situation vénézuélienne en ce qui concerne l'intégration de la femme, il a déclaré que l'on n'était pas encore parvenu à un niveau suffisant et que, pour ce faire, il fallait surmonter des attitudes traditionnelles profondément enracinées; la création du Ministère pour la participation de la femme et d'autres mesures importantes prises par son gouvernement constituaient des progrès considérables mais il y avait encore beaucoup à faire. Il a mis l'accent sur la participation des femmes aux tâches municipales, dans le domaine de l'éducation, de la culture et des activités sanitaires, et ainsi que sur le rôle important qu'elles jouent dans le judiciaire. Les principaux problèmes se situaient au niveau de l'emploi, domaine dans lequel les femmes n'accédaient pas toujours aux postes de direction. /...

23. Il était indispensable de motiver la population afin qu'elle accepte et encourage la participation des femmes à la vie nationale et afin de permettre à celles-ci d'exercer pleinement leurs droits. La population féminine des pays en développement représentait un extraordinaire potentiel qui devait être utilisé en faveur de la paix et de la coopération entre les peuples et entre les gouvernements, contribuer à éviter la course aux armements et la dépendance qu'elle entraîne vis-à-vis des pays développés producteurs de matériel militaire, et encourager la compréhension mutuelle et la coopération entre les peuples.

24. En conclusion, le Président du Venezuela a réaffirmé son désir de voir la Conférence contribuer à l'intégration graduelle et progressive de la femme au processus de développement du continent.

#### 7. Rapport

25. A la dernière séance de travail, le Rapporteur a présenté le projet de rapport de la Conférence, qui a été distribué aux participantes. Les délégations ont été priées de communiquer leurs observations au sujet de ce projet au Secrétariat de la CEPAL avant le 17 décembre.

#### 8. Séance de clôture

26. Lors de la séance de clôture, le Secrétaire exécutif de la CEPAL, la Secrétaire générale de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, la représentante de l'Argentine, au nom des délégations participantes et la Présidente du Bureau de la deuxième Conférence régionale ont fait des déclarations.

27. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a indiqué que la Conférence avait permis de constater que l'Amérique latine se préoccupait des problèmes réels de l'intégration de la femme dans le développement et qu'elle était sur le point d'accorder à la question l'attention qu'elle mérite. Il a fait aussi remarquer que, malgré les contacts fructueux qui s'étaient établis, cette préoccupation ne touchait pas encore tous les secteurs de décision et ne faisait pas encore partie, comme il serait souhaitable, de toute la planification des pays, dans les différents secteurs. Il a évoqué les travaux du secrétariat et réaffirmé que la CEPAL était prête à coopérer avec les gouvernements.

28. La Secrétaire générale de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme a souligné que cette conférence régionale était l'une des plus importantes qui aient eu lieu et qu'elle avait apporté une contribution considérable à l'évaluation mondiale qui devait être faite à Copenhague. Elle a indiqué que la région avait reconnu les domaines dans lesquels il lui restait à faire pour atteindre les objectifs fixés et a regretté qu'en dépit des efforts déployés on ne soit pas parvenu à dégager une stratégie régionale complète. Enfin, elle a évoqué les diverses instances du système des Nations Unies qui s'occupaient de ce problème.



29. La représentante de l'Argentine a pris la parole au nom des délégations participantes. Elle a remercié la Présidente, le Bureau et le secrétariat de la CEPAL et a souligné que, s'il était donné suite aux propositions de la Conférence, un pas important serait fait vers l'intégration des femmes à toutes les tâches de la société, auxquelles de par leur vocation particulière elles pouvaient contribuer en vue d'édifier un monde de paix et de dignité.

30. La clôture de la Conférence a été prononcée par la Présidente, ministre d'Etat pour la participation de la femme au développement, qui a évoqué les problèmes de la femme au XXème siècle. Le rôle de la femme avait radicalement évolué, ce qui ne s'était pas fait sans douleur ni frustrations; l'un des principaux défis de cette fin de siècle, durant la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, consistait à instaurer un nouveau type de société et de relations humaines dans lequel la femme aurait un rôle fondamental à jouer pour ce qui est d'introduire des transformations culturelles et d'encourager de nouvelles possibilités sociales. La Présidente a souligné que dans son pays, un grand nombre de femmes, sans distinctions idéologiques, culturelles ou sociales, s'étaient intégrées spontanément aux activités, réalisant ainsi la participation. Elle a mentionné quelques-unes des principales difficultés du processus d'intégration de la femme dans le développement, en particulier la double journée de travail que lui imposent les travaux domestiques, les modèles masculins qui dominent la société, etc., et a souligné le besoin d'une mystique et d'une créativité, ainsi que d'une nouvelle conception du couple. Elle a évoqué ensuite la situation de son pays, signalant quelques-unes des difficultés résultant de ses nouvelles conditions économiques qui, si elles offrent des avantages évidents, ont donné lieu à des déséquilibres sociaux qui doivent être surmontés. La Conférence était une occasion importante d'échanger des données d'expérience et l'une des principales leçons à en tirer était la nécessité de concrétiser le plein exercice des droits de l'individu et de rendre possible la dignité de la personne. Enfin, la Présidente a déclaré qu'elle acceptait la responsabilité du Bureau avec confiance et espoir, qui se fondent sur ce qui a déjà été réalisé par tous et elle a lancé un appel à tous les pays de la région pour qu'ils participent aux travaux du Bureau.

## II. RESUME DES DEBATS

31. Toutes les délégations qui ont pris la parole en séance plénière ont remercié le Gouvernement vénézuélien de son hospitalité et félicité le Ministre de la participation de la femme au développement pour sa nomination à la présidence de la Conférence. De nombreuses délégations ont souhaité une cordiale bienvenue aux nouveaux membres de la CEPAL auxquels cette réunion offrait l'occasion de participer pour la première fois aux travaux de l'organisme régional.
32. Beaucoup ont remercié le secrétariat de ses efforts pour mettre à la disposition des délégations les documents nécessaires à leurs travaux.
33. Le Ministre vénézuélien du développement de l'intelligence a fait un intéressant exposé en séance plénière sur les programmes que son ministère a l'intention de mener à bien dans son domaine et a répondu aux questions que lui ont posées les délégations.
34. Au cours des débats en séance plénière, il a été donné lecture d'une lettre de Mme Haydée Carazo, Première Dame du Costa Rica, dans laquelle celle-ci adressait à la Conférence ses meilleurs vœux de succès dans ses travaux.

### Exposé de la Secrétaire générale de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme

35. La Secrétaire générale de la Conférence mondiale a déclaré en séance plénière, qu'elle s'était efforcée, en association avec les commissions régionales, de réunir et de dépouiller des données relatives à la condition des femmes et que le secrétariat dont elle avait la charge demeurerait un centre d'échanges d'informations entre les régions en vue de parvenir à des stratégies communes. La question essentielle paraissait être de savoir si l'échec de la Stratégie internationale du développement n'était pas dû, précisément, au fait que l'on n'avait pas accordé toute l'attention voulue à la condition de la femme. Il fallait mettre l'accent, de préférence, sur les aspects qui paraîtraient fondamentaux à la lumière du dialogue Nord-Sud, de façon à établir une liste de mesures prioritaires. La première de ces mesures semble être d'assurer la participation des secteurs de la population dont les femmes font partie - qui ont toujours été laissés à l'écart. La Secrétaire générale de la Conférence mondiale a souligné à cet égard l'importance du rôle joué par les organisations populaires.
36. Elle a signalé que, parmi les thèmes de la Conférence mondiale, l'emploi était un objectif prioritaire; or, dans la région, 60 p. 100 des femmes travaillaient dans le secteur tertiaire qui n'offrait que des possibilités limitées de promotion ou de mobilité dans l'emploi. Il était indispensable d'explorer les possibilités de crédit et de financement offertes aux femmes qui s'adonnent à l'agriculture de subsistance ou à des activités n'exigeant guère de qualifications.

Un problème connexe était celui de l'exode des femmes vers les zones urbaines, dont il était impossible de ralentir le rythme et était le résultat de l'accroissement des groupes marginaux vivant dans un état de stagnation et de la population en général.

37. La Secrétaire générale de la Conférence mondiale a exposé ensuite quelques lignes d'action possibles : révision intégrale du Plan d'action régional en fonction de l'évaluation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, création à la CEPAL d'un groupe interdisciplinaire dont le rôle serait de formuler des stratégies et d'explorer des programmes d'action plus efficaces et enfin, révision, tous les deux ans et en coordination avec le Service de l'intégration de la femme, des programmes mis en oeuvre dans les années 80. A son avis, il fallait envisager sérieusement la création au SELA d'un comité d'action en faveur de la femme.

38. La Secrétaire générale a fait remarquer, en conclusion, que l'instauration d'un nouvel ordre économique international ne garantissait pas aux femmes la place qui leur revient dans la région. Si l'on voulait que la stratégie réponde aux besoins de la Décennie, il fallait absolument que les planificateurs nationaux ou régionaux soient tenus de prendre la femme en considération.

Rapport de la Présidente du Bureau de la première Conférence régionale (point 3 de l'ordre du jour)

39. La Présidente du Bureau de la première Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes a fait rapport sur les travaux réalisés pendant la durée de son mandat (juin 1977 à novembre 1979). De ce rapport, dont les principaux éléments figurent dans le document E/CEPAL/CRM.2/L.5, elle a souligné que le manque d'informations adéquates concernant les divers aspects de la situation des femmes dans la région risquait de rendre très difficile l'évaluation des résultats de l'application du Plan d'action régional. Elle a déploré que la région n'ait pas mis davantage à profit les ressources offertes par le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et a insisté sur la nécessité de présenter au Fonds des projets précis qui réunissent les conditions requises pour bénéficier d'une allocation, notamment des projets intéressant les femmes des zones rurales et les femmes indigènes.

40. D'autre part, la nomination de personnel compétent au secrétariat avait posé des difficultés, le poste de directrice du Programme en faveur de la femme à Santiago n'avait pas encore été pourvu et les fonds afférents au personnel de ce même programme au Bureau sous-régional de Mexico n'avaient pas encore été libérés. Si, d'une manière générale, la participation de la femme s'améliorait, il n'en subsistait pas moins de nombreux obstacles qu'il fallait surmonter grâce à des efforts renouvelés.

41. La Présidente du Bureau de la première Conférence a évoqué la participation du groupe latino-américain à la deuxième réunion préparatoire de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, tenue à New York, et a indiqué à cet égard que le groupe en question avait proposé d'approfondir le thème de la paix et de lui accorder la même importance qu'à ceux de l'égalité et du développement.

/...

42. Elle a terminé son intervention en remerciant le secrétariat de la CEPAL de sa coopération avec le Bureau et en exprimant sa reconnaissance au Fonds de contribution volontaire pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Adoption du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'évaluer l'exécution du Plan d'action régional pour l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine (E/CEPAL/1071)

43. Le rapport de la réunion du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'évaluer l'exécution du Plan d'action régional pour l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine (E/CEPAL/1071), tenue à Quito (Equateur) du 8 au 10 mars 1979, a été présenté par le rapporteur de ladite réunion, qui était membre de la délégation vénézuélienne. Il a été décidé en séance plénière de soumettre ce rapport au Groupe de travail, pour examen et évaluation.

44. Le Groupe de travail a pris connaissance de ce document et les délégations se sont accordées à reconnaître que ce premier effort d'évaluation donnait une image exacte de la situation existant au moment où le rapport avait été rédigé et qu'il constituait une contribution importante au bilan que la Conférence régionale était appelée à établir en vue de la Conférence mondiale de Copenhague. La Conférence a décidé, après un examen détaillé, d'approuver ce rapport, avec les considérations exprimées ci-dessus.

Exposés des pays sur les points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour

45. La délégation barbadienne a décrit certaines des mesures adoptées par son pays en vue d'améliorer la condition et la participation des femmes. Elle a insisté sur le fait que les petits pays en développement étaient entravés dans leurs efforts par le manque de ressources humaines et financières et elle a demandé à la CEPAL d'adopter des mesures pour leur fournir une aide dans ce domaine et de mettre à profit ses activités régionales pour obtenir des informations. Elle a mentionné quelques domaines dans lesquels l'assistance technique, bilatérale et internationale pouvait contribuer à améliorer la situation.

46. La délégation guyanaise a mis l'accent sur l'insuffisance des ressources disponibles pour financer les projets intéressant les femmes et a proposé une révision des critères régissant ce financement et l'acheminement des ressources vers les femmes en tant que groupe bénéficiaire. Elle a suggéré également que la coordonnatrice qui venait d'être désignée pour la zone des Caraïbes se voie accorder une plus grande souplesse d'action et davantage de ressources pour atteindre les objectifs prioritaires qui ont été fixés.

47. La délégation de la Grenade a mentionné la part active que prennent les femmes à l'oeuvre de reconstruction de la société qui a été entreprise à la suite des changements politiques et sociaux survenus récemment à la Grenade, à la Dominique, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent. La mise en oeuvre des projets exigeait des ressources financières et une assistance technique et, à la Grenade, le service de la femme avait entrepris d'appliquer diverses mesures en faveur des femmes.

/...



48. La représentante du Costa Rica a déclaré que la participation des femmes aux activités nationales s'inscrivait dans la tradition historique du pays, comme en témoignaient l'égalité assurée aux femmes dans le domaine de l'éducation et sur le plan juridique, la promulgation d'un code de la famille fondé sur l'égalité des conjoints et l'intérêt des enfants, principes de base de la famille et de la société, et la participation des femmes au gouvernement, quatre ministères costa-riciens étant dirigés par des femmes. En application du Plan d'action régional, a été créée au Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, la Direction de la femme et de la famille, le gouvernement estimant que l'organisation des femmes et leur participation responsable et éclairée permettront de supprimer l'une des causes du sous-développement. Parmi les difficultés rencontrées dans cette entreprise, la représentante du Costa Rica a mentionné le fait que la formation des femmes est trop souvent orientée vers le secteur tertiaire et la fréquence de l'abandon scolaire chez les femmes. Les deux questions qui méritaient d'être examinées en priorité à la Conférence mondiale étaient l'exode des femmes rurales insuffisamment qualifiées vers les zones urbaines et la prostitution, problème qui concerne non seulement les femmes elles-mêmes mais la société tout entière. Il était indispensable que la CEPAL nomme, comme elle l'avait fait dans d'autres parties de la région, une coordonnatrice du programme de la femme pour l'Amérique centrale.

49. Enfin, la représentante du Costa Rica a fait part de la préoccupation de son gouvernement devant l'image déformée de la femme qui est diffusée par les médias à des fins commerciales. Ce problème pouvait certes être examiné à l'échelon national, mais il ne pouvait être résolu dans son ensemble que dans un cadre international, avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies.

50. Se référant à l'évaluation faite dans le document E/CEPAL/CRM.2/L.2, la délégation cubaine a attiré particulièrement l'attention sur un certain nombre d'aspects. En ce qui concerne l'éducation, même si l'on tenait compte des lacunes de l'information disponible, le développement se faisait de façon inégale car la croissance médiocre de l'enseignement primaire, par opposition à l'enseignement secondaire et universitaire, tendait à perpétuer les obstacles à la participation des femmes.

51. Dans le domaine de l'emploi, la situation n'était guère encourageante et, la délégation cubaine a insisté sur la nécessité de mettre en place une infrastructure sociale et une législation susceptibles de faciliter l'insertion des femmes dans le monde du travail, aspects qui n'étaient pas assez pris en considération dans le document susmentionné. Pour ce qui est des tâches domestiques, au lieu de créer la profession de "maîtresse de maison", il était préférable de les répartir entre les membres de la famille. Il convenait de noter la forte proportion de femmes qui étaient employées de maison et la nécessité de leur assurer une protection. Quant à la santé, la situation exposée dans le document était grave et il était indispensable de mobiliser d'importantes ressources pour y remédier.



52. La délégation cubaine a signalé en outre la persistance des obstacles juridiques qui s'opposent à la pleine participation des femmes et a souscrit à l'opinion exprimée par d'autres délégations concernant l'image déformée que les moyens de communication de masse s'emploient à donner de la femme. Les réformes en faveur des femmes devaient s'insérer dans une conception mondiale du développement social, être assorties de stratégies ad hoc et s'accompagner de changements profonds; c'étaient ces changements mêmes qui avaient rendu possible la pleine participation de la femme cubaine et qui avaient permis de résoudre le problème de la discrimination dont elle était victime. Enfin, la délégation cubaine a souligné l'importance d'un séminaire d'étude et d'analyse des moyens de communication et de leurs effets sur la vie des femmes qui aura lieu prochainement à La Havane.

53. La délégation brésilienne a signalé que dans son pays le problème de la femme était abordé dans le cadre des problèmes sociaux en général, c'est-à-dire dans la perspective globale du processus de développement. La situation de la femme brésilienne s'était améliorée à certains égards, notamment du point de vue juridique, dans le domaine de la formation technique et professionnelle et sur le plan matériel, des installations étant mises à la disposition des employées et des ouvrières des entreprises pour la garde de leurs enfants. Pour ce qui est de l'éducation le Brésil avait l'intention de créer de nouveaux établissements scolaires, d'adapter l'enseignement au milieu dans lequel il est dispensé, d'assurer la souplesse administrative nécessaire pour que l'enseignement corresponde aux besoins de la collectivité et de développer l'éducation des adultes, tout ceci étant conforme aux articles pertinents du plan d'action régional. Il s'agissait là d'exemples des projets et programmes entrepris au Brésil afin d'assurer la pleine participation des femmes.

54. La délégation mexicaine a passé en revue les progrès accomplis au Mexique pour ce qui est d'assurer la participation des femmes au développement, mentionnant entre autres, l'égalité de droits, qui est consacrée dans la constitution, notamment le droit à l'information et le droit au travail; la participation des femmes à la vie politique, au pouvoir judiciaire, à l'administration publique et à la diplomatie ainsi que l'importance accordée dans les plans de développement industriel et d'implantation d'établissements humains à la participation des femmes. Parmi les actions concrètes entreprises en application du Plan d'action régional, la délégation mexicaine a indiqué le programme national de l'emploi qui prévoit la participation des femmes, leur formation et les mesures législatives visant à protéger leurs conditions de travail. Elle a souligné le fait qu'hommes et femmes ont accès à l'éducation sur un pied d'égalité. Pour ce qui est de la santé, elle a évoqué l'action de groupes organisés au niveau des collectivités, qui porte sur divers domaines intéressant les femmes, comme le planning familial, ainsi que l'extension des programmes de santé et de soins maternels et infantiles.

55. Se référant aux points 4 et 5 de l'ordre du jour, la délégation mexicaine a signalé que la coopération entre les pays, notamment celle qui s'établit entre pays en développement, est un des facteurs essentiels de l'amélioration de la condition de la femme dans la région et que cette coopération doit se manifester dans les diverses instances où l'Amérique latine joue un rôle actif. Elle a signalé également l'importance de coordonner les actions entreprises par les divers

organismes et la nécessité de disposer d'un système de coordination souple. Il ressortait du document E/CEPAL/IDM/3/Rev.2 que les activités entreprises en vue de promouvoir l'intégration des femmes ont tendance à se développer. Bien que consciente des efforts réalisés, la délégation mexicaine n'en estimait pas moins que les mesures adoptées étaient insuffisantes pour assurer, dans un délai raisonnable, la pleine égalité des femmes. D'où la nécessité d'entreprendre de nouvelles actions en vue d'accélérer les progrès. Dans ce but, la délégation mexicaine a suggéré, entre autres mesures d'accroître la fréquence des réunions du Comité consultatif, de faciliter l'accès au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et la procédure d'examen des projets soumis au Fonds et de poursuivre l'assistance en matière de coordination des activités intersectorielles. Par ailleurs, elle a indiqué que les documents de travail établis par le secrétariat, notamment celui qui s'intitule "Aportes para el Diagnóstico y la Promoción de la Integración de la Mujer en el Desarrollo de América Latina y el Caribe" (E/CEPAL/CRM.2/L.3), représentaient un apport important et devraient être révisés et mis à jour en fonction des faits exposés à la Conférence régionale. Les opinions exprimées à cette occasion pouvaient amener à revoir certains des concepts formulés dans le document en question. La délégation mexicaine a appelé l'attention en particulier sur les sections relatives à la formulation des politiques, à la santé et à l'emploi, et sur la nécessité d'y prendre en considération par exemple, les effets multiplicateurs de la formation et les conclusions de la 11ème Conférence régionale de l'OIT. Cette mise à jour devrait tenir compte également des résultats de la dernière session de la CNUCED et d'autres conférences, comme celles sur la science et la technique et sur la réforme agraire. Le document sus-mentionné, de même que celui intitulé "La Situación de la Mujer en la América Latina y el Caribe en Relación con el Cumplimiento del Plan de Acción Regional" (E/CEPAL/CRM.2/L.2), pourraient servir de documents de base pour la Conférence mondiale, après révision des concepts qu'ils contenaient en fonction du Plan d'action régional et de l'interprétation de la réalité latino-américaine au cours de la Conférence régionale. Ce document méritait d'être développé afin de pouvoir être utilisé comme document de base lors de la Conférence mondiale, et la délégation mexicaine a invité les gouvernements participants à contribuer à cette tâche. Enfin, a-t-elle rappelé, il importait que les pays de la région se mettent d'accord sur des priorités à établir et qu'existe la volonté politique de traduire celles-ci en actions concrètes.

56. Evaluant les progrès accomplis dans l'application du Plan d'action régional depuis la première Conférence régionale, la délégation colombienne a fait remarquer que les plans et programmes visaient à améliorer les conditions de vie des groupes sociaux à faible revenu et, par voie de conséquence directe ou indirecte, le sort de la population féminine. Il lui paraissait donc impossible d'envisager des programmes ou des stratégies qui auraient expressément pour but d'améliorer la condition des femmes.

57. Passant brièvement en revue les mesures législatives visant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes ainsi que les progrès accomplis dans ce domaine, la délégation colombienne a cité le décret 2820 de 1974, véritable statut de la femme, et elle a mentionné les lois relatives à l'adoption, au divorce et à la prise en charge des enfants d'âge préscolaire.

/...

58. Elle a appelé l'attention sur le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, dont il était urgent de tirer parti et elle a manifesté son intérêt pour l'Institut de recherche et de formation pour la promotion de la femme. Elle a demandé que les différents organismes du système des Nations Unies coordonnent davantage leurs efforts et elle a déploré que l'Assemblée générale n'ait pas encore adopté la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

59. En Argentine, d'après les renseignements fournis par la délégation de ce pays, les divers aspects des politiques relatives aux femmes, loin de constituer des secteurs cloisonnés, s'inscrivaient dans le contexte général du développement. Les chiffres fournis illustraient le ralentissement de la croissance totale, l'accroissement de la population urbaine et l'accroissement relativement moindre de la population rurale, ainsi que la participation à la population active par secteur, par groupe d'âge et par catégorie d'emploi. Ces dernières données révélaient la présence d'un grand nombre de femmes dans les professions libérales, techniques et analogues ainsi qu'une proportion croissante de femmes à des postes administratifs et de direction. Le taux de chômage était plus élevé chez les femmes que chez les hommes. En revanche, la pleine égalité des chances était acquise aux femmes dans le domaine de l'éducation, dans la législation civile et dans la législation du travail. La délégation argentine a mentionné quelques organismes créés spécialement pour répondre aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme ainsi que les politiques de protection sociale adoptées en faveur des femmes dans divers domaines.

60. La délégation hondurienne a indiqué que ce n'est que récemment, avec l'adoption du Plan national de développement pour 1979-1983, que les problèmes affectant les femmes ont été abordés selon des critères vraiment actuels. Le Plan en question propose l'intégration des femmes des zones rurales, des mères célibataires et des jeunes femmes au monde de la production, l'idée étant non seulement de mettre à profit les ressources humaines qui existent mais également de donner une possibilité d'égalité aux foyers sans présence masculine. La délégation hondurienne a évoqué des programmes visant à intégrer les femmes au système de production et à assurer leur promotion. Toutefois, malgré l'intérêt manifesté par divers organismes internationaux, le Honduras n'avait pas encore obtenu l'assistance concrète requise par ses programmes.

61. La représentante des Etats-Unis d'Amérique a signalé que l'Année internationale de la femme et la Décennie des Nations Unies pour la femme avaient joué le rôle de catalyseur, incitant un grand nombre de femmes à participer à un programme fondé sur le Plan d'action mondial. Les membres des organisations féminines s'intéressaient de très près aux travaux préparatoires de la Conférence de Copenhague, et cet intérêt suscitait une réaction positive, à divers égards, de la part du gouvernement qui, par ailleurs, appuyait également les efforts déployés en vue d'exécuter le Plan d'action mondial. Cet appui s'était manifesté, entre autres, par une contribution au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

62. Les Etats-Unis avaient fait un effort considérable dans le domaine de l'éducation, sur le plan législatif et au niveau de la recherche (programmes d'études spéciales sur les questions intéressant les femmes) à tel point que l'on pourrait dire que les femmes étaient en train de réécrire l'histoire. Au sujet de l'emploi, un grand nombre de femmes étaient entrées ces dernières années dans le monde du travail et l'on s'efforçait de répondre aux besoins spécifiques des travailleuses. Dans le domaine de la santé, la représentante des Etats-Unis a mentionné la mise en oeuvre de programmes spéciaux en faveur des femmes et des enfants. Elle a déclaré, en conclusion, qu'il ne pouvait y avoir de développement positif que si la famille était considérée comme un tout, et que les femmes ne pouvaient participer pleinement à ce développement que si les structures et les attitudes étaient favorables, dans tous les domaines, à une telle participation.



63. La représentante du Nicaragua a fait remarquer que la situation des femmes nicaraguayennes était imputable non seulement à des problèmes structurels internes mais également à l'ordre international injuste en vigueur. Le Nicaragua devait faire face à la double tâche de modifier la condition économique et sociale des femmes et de transformer les attitudes traditionnelles à leur égard. Le Gouvernement nicaraguayen travaillait sur trois fronts : intégration des femmes au travail productif, ce qui impliquait, dans certains cas, des activités de formation; dépassement, sur le plan idéologique, de la relation de dépendance homme-femme; et progrès dans le domaine juridique. Les femmes avaient participé à la lutte pour la libération de leur pays, elles lutteraient désormais pour consolider son autonomie et réaliser l'oeuvre de reconstruction. Pour le Gouvernement nicaraguayen, il importait que cette oeuvre soit menée à bien en collaboration avec les organisations populaires et bénéficie de la solidarité et de l'appui de la communauté internationale.

64. Parmi les grands programmes prioritaires au profit de l'ensemble de la population et en particulier des femmes, la représentante du Nicaragua a cité la campagne d'alphabétisation ainsi qu'un programme spécial visant à insérer les femmes dans le monde du travail et à leur assurer une formation professionnelle. Elle a proposé la création de centres de développement de l'enfant qui recevraient les enfants de moins de 7 ans, en particulier ceux des femmes qui travaillent, une révision générale de la législation relative à l'enfant, à la femme et à la famille, et la participation des femmes à la prise de décisions à l'échelon national, notamment par le biais des organisations féminines. Elle a mis tout particulièrement l'accent sur la réadaptation sociale, notamment en ce qui concerne la prostitution, considérée comme étant un problème structurel plutôt qu'individuel. Elle a déclaré, en conclusion, que les femmes nicaraguayennes attendaient beaucoup du nouveau gouvernement; mais si l'enthousiasme ne manquait pas, les ressources, en revanche, faisaient défaut. Aussi a-t-elle demandé instamment à la CEPAL d'avoir présente à l'esprit la nécessité d'une aide technique et financière pour que le Gouvernement nicaraguayen puisse mener à bien les programmes envisagés.

65. La délégation panaméenne a remercié l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale d'avoir soutenu les fructueux efforts que le Panama a déployés en vue de recouvrer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national et elle a sollicité la collaboration de la CEPAL aux efforts futurs de développement, notamment en ce qui concerne la formation et la promotion des femmes.

66. Les conditions de vie de la population s'étaient beaucoup améliorées, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation et le pays recherchait les moyens de résoudre les problèmes posés par l'exode des femmes des zones rurales vers les centres urbains.

67. En matière de politique sociale, et eu égard en particulier aux enfants, la délégation panaméenne a signalé la création de la Direction nationale de l'enfant et de la famille et le développement des centres d'orientation infantile qui visent à aider les femmes qui travaillent à s'intégrer au processus de développement du pays. Evoquant enfin la législation panaméenne, elle a souligné que la Carta Magna (Constitution) établit, sans aucune discrimination, l'égalité de l'homme et de la femme et que les lois relatives à la famille et aux mineurs sont en cours de révision.



68. Evoquant la situation des femmes dans son pays, la représentante de Sainte-Lucie a signalé trois motifs de préoccupation majeurs. A Sainte-Lucie, les femmes sont plus nombreuses que les hommes, de sorte que, dans de nombreux foyers, elles jouent à la fois le rôle de la mère et celui du père. Par ailleurs, l'exode rural a entraîné un gonflement de la population de la capitale. Le reste de la population vit exclusivement de l'agriculture et ce sont surtout les femmes qui travaillent la terre dans les grandes propriétés agricoles et les petites exploitations; ce sont elles également qui cultivent leurs petites parcelles de terrain dans des conditions très difficiles d'extrême pauvreté. L'analphabétisme est très répandu, notamment chez les femmes. La moitié de la population ne connaît que le dialecte local et le quart parle mais ne sait ni lire ni écrire l'anglais, langue officielle du pays, de sorte qu'il est assez difficile de trouver des personnes qui puissent se faire comprendre de la population non anglophone. Un autre problème est qu'il n'y a aucune femme dans les niveaux supérieurs de l'enseignement, dans le service civil ou au gouvernement. Tant que les femmes qui possèdent la formation requise ne seront pas présentes, en nombre suffisant, dans les organes de décision, leur lutte continuera d'être extrêmement difficile. La représentante de Sainte-Lucie a félicité Mme Lucille Mair pour sa nomination au poste de Secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et elle a exprimé l'espoir que les femmes des Antilles verraient dans cette nomination un encouragement à aller de l'avant et à participer au développement de leur pays.

69. La représentante du Venezuela a signalé que, dans son pays, la condition féminine avait beaucoup évolué depuis l'instauration du système démocratique, au début des années 60, et que cette évolution devait être replacée dans son contexte social, économique et politique. Le nombre des femmes qui travaillent avait beaucoup augmenté mais les équipements sociaux laissant encore à désirer, elles se voyaient obligées de faire une autre journée de travail au foyer. Bien que le nombre de femmes économiquement actives se soit considérablement accru, la grande majorité demeuraient en marge du monde du travail, alors qu'il était urgent qu'elles participent au développement du pays. Par ailleurs, bien que le niveau de rémunération des femmes ait augmenté, la discrimination dont celles-ci étaient l'objet en matière de salaires constituait un autre problème fondamental. Les femmes participaient de plus en plus, y compris les femmes des zones rurales, élément vital du développement, à différentes organisations, notamment aux associations coopératives de femmes au foyer pour la vente au détail. En outre, si les moyens de communication de masse persistaient à donner de la femme une image stéréotypée, une transformation s'amorçait à cet égard, le nombre de femmes employées par les médias augmentant sans cesse et celles-ci contribuant à modifier cette image traditionnelle. La représentante du Venezuela a évoqué également les problèmes de logement, d'emploi, d'éducation et de santé posés par la migration interne et internationale de la population vers les villes.

70. En ce qui concerne la participation de la femme, la politique du gouvernement était fondée sur trois principes fondamentaux : la démocratie active, l'éducation, au sens large de développement de la personne humaine, et la revalorisation du travail, principes fondamentaux du programme de développement social qui avait pour objectif d'intégrer la femme au développement. Des efforts étaient faits également en vue d'adopter des réformes juridiques allant dans le sens de l'égalité, de la solidarité et de la démocratie, d'une amélioration qualitative de l'enseignement et d'une participation accrue des femmes dans les sports. Reconnaisant l'importance

/...

de cette question, le Gouvernement vénézuélien avait créé un Ministère d'Etat pour la participation de la femme au développement. La délégation vénézuélienne a souligné, en conclusion, que seul un système démocratique peut assurer la participation des femmes en tant que membres pleinement responsables de la société.

71. Sur un autre point du débat et se référant à la documentation présentée à la Conférence, la délégation vénézuélienne a signalé que les évaluations réalisées avaient besoin d'être améliorées et qu'il fallait créer d'autres mécanismes permettant d'obtenir davantage de données, notamment dans les petits pays.

72. Egalement à propos de la documentation, la délégation jamaïquaine a dit qu'il faudrait examiner spécifiquement la condition de la femme et qu'il devrait y avoir un lien plus étroit entre la Stratégie internationale du développement et le plan d'action régional. En outre, les rapports de la CEPAL devraient refléter les différences qui existent entre la zone des Caraïbes et le reste de la région.

73. Les problèmes auxquels les femmes de Saint-Vincent se trouvaient confrontées étaient apparemment les mêmes que ceux auxquels se heurtaient les femmes des pays voisins. La délégation de Saint-Vincent a dénoncé en particulier le rôle traditionnel stéréotypé assigné à la femme dans la société. Elle a signalé, à cet égard, que l'éducation au sens large, c'est-à-dire en tant que possibilité de faire évoluer les attitudes et les comportements, était le principal objectif de son gouvernement et elle a sollicité l'assistance technique de la CEPAL dans ce domaine.

74. La délégation des Etats associés d'Antigua, Montserrat et Saint-Christophe a remercié le Gouvernement vénézuélien de lui avoir permis d'assister à la Conférence. Elle a évoqué la condition de la femme dans ces territoires, notamment les mesures adoptées à Saint-Christophe en vue de placer les travailleuses sous le régime de la sécurité sociale et d'assurer aux femmes l'égalité des chances dans le domaine de l'éducation. Les femmes s'inséraient peu à peu dans la vie politique du pays, mais il était indispensable d'obtenir de nouvelles ressources afin de mener à bien les programmes de promotion de la femme.

75. La délégation uruguayenne a parlé des mesures adoptées par son gouvernement depuis 1975 en vue de mettre en oeuvre les objectifs d'intégration de la femme au développement. Elle a mentionné la création, au Ministère du travail et de la prévoyance sociale, d'un Département de la femme dont elle a passé en revue les activités, entre autres l'étude d'un système de protection des travailleuses et la prestation de services consultatifs dans ce domaine. La législation uruguayenne assurait, en pleine égalité, la protection juridique de l'homme et de la femme et contenait des dispositions spéciales concernant la maternité. Le Département de la femme avait fait une étude sur la condition de la femme uruguayenne et organisé le premier séminaire sur l'une des questions qu'il jugeait prioritaires : la condition de la femme en zone rurale. La délégation uruguayenne a mentionné les activités réalisées avec l'appui du FISE et de la Commission interaméricaine des femmes, en vue de former du personnel capable de présenter des projets axés sur l'amélioration de la condition féminine. Parmi les nombreuses mesures en faveur des femmes, elle a noté, en particulier, les vastes programmes de formation professionnelle organisés à l'intention des femmes en fonction des besoins du marché du travail; il s'agissait d'un projet pilote que la Commission interaméricaine des femmes étendrait à d'autres pays du continent. La délégation uruguayenne a exprimé son optimisme au sujet des activités futures du Département de la femme et a déclaré que l'expérience uruguayenne représentait une contribution aux efforts déployés par les pays de la région dans des domaines voisins. /...

76. Se référant à l'application du plan d'action régional dans la République dominicaine, la délégation de ce pays a parlé des mesures destinées à améliorer la condition des femmes dans les zones rurales. Bien que les hommes et les femmes soient reconnus égaux devant la loi, le gouvernement prenait des mesures pour faire en sorte que les femmes soient au courant de leurs droits afin de pouvoir les exercer. La délégation dominicaine a mentionné, entre autres progrès, la participation croissante des femmes dans les organes de diffusion, le développement des services destinés aux enfants, etc. A propos des ressources internationales, elle a déclaré que celles-ci devaient être acheminées par le biais des programmes de développement des pays et elle a insisté sur la nécessité de soumettre des projets au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme. A cet égard, il conviendrait de tenir un séminaire en vue de présenter des projets au Fonds. En conclusion, la délégation dominicaine a rappelé la nécessité d'une coordination entre les divers organismes internationaux ayant des activités dans la région.

77. La délégation péruvienne a fait remarquer que la Conférence avait lieu à un moment où le monde était en crise et offrait l'occasion d'agir énergiquement et résolument en faveur des victimes de l'injustice. Un éveil des consciences était nécessaire pour faire triompher la justice, la liberté et l'égalité parmi les peuples. La délégation péruvienne a réaffirmé la nécessité d'adopter des mesures concrètes et réalistes en vue de surmonter la crise qui affectait tous les pays.

78. La délégation de la Dominique, pays qui était représenté pour la première fois à cette réunion, a commencé son exposé en brossant un tableau de la situation géographique, économique et sociale de ce pays, eu égard en particulier aux femmes, lesquelles étaient obligées, pour la plupart, de cumuler tâches ménagères et travaux agricoles épuisants. Les femmes dominiquaises ne participaient guère aux autres activités de production, les deux seuls métiers auxquels elles pouvaient accéder étant ceux d'infirmière et d'institutrice. La délégation dominiquaise a mentionné la création du Ministère pour les questions féminines, qui avait bénéficié de l'aide du Service de la femme et du développement des Indes occidentales. Toutefois, les progrès nécessaires n'avaient pas encore pu être accomplis, dans une large mesure à cause du cyclone qui avait dévasté le pays et avait obligé celui-ci à faire porter tous ses efforts sur la reconstruction. La délégation dominiquaise a sollicité une aide en faveur des femmes de son pays, notamment dans le domaine de la formation, et elle a terminé son exposé en remerciant le Venezuela d'avoir rendu possible sa participation à la Conférence.

79. La délégation canadienne a déclaré qu'elle souhaitait à la Conférence le plus grand succès possible dans ses travaux et a indiqué sa volonté de continuer à coopérer avec les pays de la région à des programmes axés sur l'amélioration de la condition de la femme. Cette réunion devrait permettre de mieux connaître les priorités de la région en matière d'assistance. Quant à la situation des femmes au Canada, la délégation de ce pays a évoqué les efforts déployés par son gouvernement pour respecter l'engagement qu'il avait pris d'assurer l'égalité totale entre les hommes et les femmes et de donner à chacun la possibilité de choisir son mode de vie librement et en connaissance de cause.



### Interventions d'organismes

80. Les représentants d'organes et organismes des Nations Unies (FISE, PNUD, ONUDI, HCR, FAO, Banque mondiale, PAM, OIT, Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme) ont exposé brièvement les activités réalisées dans le domaine sur lequel porte la Conférence. Chaque organisme a analysé la condition de la femme eu égard à sa propre sphère d'activité et exposé les mesures prises pour permettre une amélioration.

81. La représentante de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a rendu compte de la deuxième Conférence régionale pour l'intégration de la femme au développement, tenue peu avant sous les auspices de ladite commission.

82. Les représentants de la Banque internationale de développement et de la Commission interaméricaine des femmes ont décrit les mesures prises en vue d'intégrer la femme latino-américaine au développement. Ils ont également passé en revue les activités auxquelles leurs organismes accordent la priorité en matière d'appui et d'information et ont décrit les moyens qu'ont les gouvernements de la région d'avoir accès aux ressources dont ils disposent.

83. Les représentants de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIM) du Conseil international des femmes, de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, de l'Association chrétienne féminine mondiale et de la Confédération latino-américaine des travailleurs ont rendu compte de leurs activités et proposé diverses mesures en vue d'accélérer l'intégration de la femme au développement. Ils ont réitéré la volonté de ces organisations de collaborer avec le système de la CEPAL et indiqué que l'information et la diffusion demeuraient leurs domaines d'action prioritaires.

### Adoption des résolutions

84. La Conférence a adopté les résolutions qui figurent dans la troisième partie du présent rapport.

85. Au cours du débat sur la résolution intitulée "Evaluation et priorités de l'Amérique latine en vue de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix", la délégation chilienne a fait part de ses observations par écrit. Le texte en est reproduit ci-après :

#### Au sujet du 8ème alinéa :

"Le Chili considère que la Conférence a pour objet d'examiner les problèmes de la discrimination et de la marginalisation dont les femmes sont l'objet, ce qui les empêche de participer activement au processus de développement où elles revendiquent leur place. Il faut donc accorder la priorité aux activités qui visent particulièrement à améliorer la condition des femmes et, par conséquent, à permettre à celles-ci d'accéder au développement, et non l'inverse, comme l'indique cet alinéa, où la promotion de la femme apparaît comme le résultat du développement plutôt que comme un facteur dynamique de celui-ci."

/...

Au sujet du paragraphe 4 de l'Evaluation :

"Le Chili est convaincu que la marginalisation des femmes des milieux ruraux et marginaux à faible revenu n'est pas due exclusivement à des facteurs économiques mais surtout à des attitudes sociales qui ont donné naissance à des stéréotypes, lesquels ne peuvent évoluer, faute d'une participation des femmes."

Au sujet du paragraphe 6 de l'Evaluation :

"Le Chili n'accepte pas la conclusion de ce paragraphe qui tend à affirmer que la femme ne saurait obtenir la reconnaissance de sa pleine égalité sans la réalisation préalable de transformations des structures économiques et sociales. Nous croyons, au contraire, que les défauts de la société contemporaine, dans tous les domaines, proviennent essentiellement du fait que toutes les institutions qui régissent la vie dans cette société ont été mises en place par les hommes, sans que les femmes aient leur mot à dire. Il nous apparaît donc qu'il faut commencer par assurer la participation à part entière des femmes au sein de la société et que c'est à cela que doivent tendre tous nos efforts, afin que les femmes puissent jouer efficacement leur rôle dans les activités qui visent à résoudre les problèmes critiques de la région et du monde entier."

86. Une fois la résolution adoptée, la représentante du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme a fait parvenir au Secrétariat ses observations sur le sujet. Il convenait de supprimer à l'alinéa f) du paragraphe 5 (partie B) qui a trait au financement, le membre de phrase suivant : "informer le secrétariat de la CEPAL conformément à la procédure établie récemment par le Comité consultatif du Fonds de contributions volontaires en mars 1979". De même, elle recommandait de supprimer, à l'alinéa e) de ce même paragraphe, le membre de phrase suivant : "Demander également au Fonds de faire preuve d'une flexibilité plus grande dans la définition des critères d'affectation des ressources, selon les besoins propres à la région" et, deux lignes plus loin, l'expression "après réception des ressources".

Lieu et date de la prochaine conférence régionale

87. Lors de la séance de clôture, la Présidente a annoncé que le Costa Rica et l'Equateur avaient généreusement offert d'accueillir la troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine. Le secrétariat de la CEPAL a été autorisé à faire les démarches nécessaires pour déterminer lequel de ces deux pays serait l'hôte de la Conférence et pour fixer la date de celle-ci.



### III. RESOLUTIONS

88. La Conférence a adopté six résolutions, dont le texte suit :

1. CREATION D'UNE COMMISSION SPECIALE CHARGEE D'ETUDIER  
LES PROBLEMES DE LA MERE ET DE L'ENFANT

La deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes,

Tenant compte du fait que la situation actuelle dans le monde, et notamment dans les pays en développement, due à une grave crise économique, affecte plus profondément les mères et les enfants,

Considérant, après avoir examiné à fond les études et statistiques, que la solution de ce problème exige des stratégies spécifiques, dans le cadre de priorités bien établies,

1. Recommande à la CEPAL d'étudier les modalités de création d'une commission spéciale, qui aurait notamment les fonctions suivantes :

a) Se rendre dans les zones les plus déshéritées des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et étudier sur place les graves problèmes dont souffrent les mères et les enfants;

b) Collaborer avec les sous-commissions nationales existantes ou avec celles qui seront créées à des fins analogues;

2. Prie la CEPAL de présenter ladite étude, avec les incidences financières y relatives, au Comité plénier de la Commission afin qu'il prenne dans les meilleurs délais une décision à ce sujet.

2. CREATION DE COMMISSIONS NATIONALES CHARGEES D'ETUDIER  
LES PROBLEMES DE LA MERE ET DE L'ENFANT

La deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes,

Tenant compte de ce que, dans la majorité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la législation nationale et les conventions internationales protègent en général l'égalité des droits et des devoirs entre l'homme et la femme,

Tenant également compte de ce que les mécanismes nationaux n'appliquent pas toutes ces dispositions et qu'il existe des différences notoires entre les dispositions des lois et conventions et l'application ou l'exécution de ces dernières,

Consciente de la nécessité de créer un mécanisme chargé de résoudre ce problème,

/...

Engage les gouvernements à accorder la plus haute priorité possible à la création de commissions nationales et locales chargées de coordonner et d'étudier les mesures visant à la pleine intégration de la femme au développement, et en particulier la situation réelle de la mère et de l'enfant et les problèmes qui les touchent; et à informer régulièrement la CEPAL des résultats obtenus, afin qu'ils soient reflétés dans les évaluations des progrès accomplis dans l'exécution du plan d'action régional,

Engage également les gouvernements, en fonction de leurs priorités nationales, à accorder à ces commissions toutes les facilités possibles pour qu'elles puissent, conformément à leur mandat, analyser les problèmes de la mère et de l'enfant et faire largement connaître leurs activités aux organismes internationaux spécialisés en la matière.

3. EVALUATION ET PRIORITES DE L'AMERIQUE LATINE EN VUE DE  
LA CONFERENCE MONDIALE DE LA DECENNIE DES NATIONS UNIES  
POUR LA FEMME : EGALITE, DEVELOPPEMENT ET PAIX

La deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine,

Considérant que la femme est un agent du développement et que sa situation et ses problèmes ne la concernent pas exclusivement mais intéressent la société tout entière; et, en outre, que cette situation doit être examinée dans le cadre des processus mondiaux tendant à instaurer le nouvel ordre économique international,

Tenant compte des résolutions 386 et 388 (XVIII) adoptées par la dix-huitième session de la CEPAL, dans lesquelles sont énoncés les préparatifs faits par la Commission et ses contributions à l'élaboration de la nouvelle Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui devra refléter "de façon appropriée la nécessité d'appliquer des politiques adéquates pour la promotion du développement social, définies dans le cadre des plans et priorités de chaque pays" 2/,

Rappelant que, conformément aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, l'Assemblée générale, par sa résolution 3520 (XXX) a demandé aux commissions économiques régionales "d'élaborer et d'appliquer, à titre prioritaire, des stratégies efficaces en vue de la réalisation des objectifs du Plan d'action mondial aux échelons régional et sous-régional, en tenant compte de leurs plans d'action régionaux respectifs",

Tenant compte, dans tous leurs aspects, de l'esprit et de la lettre du plan d'action régional pour l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, adopté par la première Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine (La Havane (Cuba), juin 1977) et ratifié par les Etats membres lors de la onzième réunion extraordinaire du Comité plénier de la CEPAL (New York, novembre 1977),

Ayant à l'esprit que, dans diverses résolutions de l'Assemblée générale, notamment les résolutions 3520 et 3505 (XXX), 31/175 et 33/200, ainsi que dans la résolution No 2 de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique

au service du développement, toutes les institutions financières et toutes les banques internationales, régionales et sous-régionales de développement, ainsi que les organismes de financement bilatéral et multilatéral ont été invités instamment à accorder un rang de priorité élevé dans l'assistance au développement qu'ils fournissent, en réponse aux demandes des gouvernements, aux projets et programmes propres à favoriser l'intégration de la femme au développement,

Considérant en outre que, dans la majorité des pays, les efforts et stratégies visant à réaliser les objectifs du plan d'action régional se sont révélés inadéquats et insuffisants pour modifier véritablement, sur le plan qualitatif et quantitatif, la condition de la femme, ainsi que pour accroître la participation des femmes à la vie politique, économique et sociale, notamment dans les couches socio-économiques les plus défavorisées et en milieu rural,

Ayant également à l'esprit que le moment est venu de dépasser le stade d'évaluations maintes fois répétées pour énoncer des objectifs souhaitables, lesquels sont déjà exposés dans de nombreux documents de l'Organisation des Nations Unies, par exemple l'"Evaluation de La Paz" 3/,

Considérant que le retard dans la mise en oeuvre du plan d'action régional pour l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine fait obstacle à l'élévation du niveau de vie et à l'augmentation de la participation des femmes de la région et qu'il décourage de nombreux groupes de femmes auxquels la proclamation de la Décennie de la femme avait fait prendre espoir,

Particulièrement préoccupée par le fait qu'un grand nombre de pays n'ont pas encore examiné la législation en vigueur en vue d'en éliminer certains aspects qui affectent la condition de la femme et qui font obstacle à la pleine intégration des femmes au développement,

Tenant compte de la résolution sur des conditions de travail, la formation professionnelle et l'emploi des femmes, adoptée lors de la onzième Conférence des Etats américains membres de l'OIT (Medellín (Colombie), septembre-octobre 1979) 4/,

Considérant que la deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine constitue une activité préparatoire de la région de l'Amérique latine en vue de la Conférence de la Décennie des Nations Unies pour la femme qui doit avoir lieu en 1980,

Décide que la présente résolution, en même temps que le rapport de la deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, sera transmise au Conseil économique et social, au Comité de la planification du développement, au Comité préparatoire pour la nouvelle Stratégie internationale du développement et à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme qui doit avoir lieu en 1980.

---

3/ Ibid., p. 211 et suivantes.

4/ Document CRA/XI, AP/13, présenté à la Conférence régionale comme annexe II du document de référence ILO/W.4/1979 intitulé Actividades de la Organización Internacional del Trabajo en favor de la Mujer en América Latina (Activités de l'Organisation internationale du Travail en faveur de la femme en Amérique latine).

A. EVALUATION DE L'APPLICATION DU PLAN D'ACTION REGIONAL POUR L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AMERIQUE LATINE

1. Cette première évaluation s'effectue à mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, et précède de peu l'élaboration de la nouvelle Stratégie internationale pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui devra s'appuyer sur les résultats de l'évaluation de la condition de la femme. Il est indispensable de consacrer efforts et ressources à la solution des problèmes de développement économique et social, national et régional, auxquels les femmes devront faire face durant la prochaine décennie.
2. Les conditions de vie des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes intéressent l'ensemble de la société de cette région. Par conséquent, l'amélioration de ces conditions doit être l'objectif fondamental et explicite du développement global et des transformations économiques et sociales des pays de la région. Les conditions de vie des hommes et des femmes sont déterminés par le type de société et par la couche socio-économique à laquelle ils appartiennent; mais, en outre, les femmes se heurtent aux formes de discrimination particulière qui résultent de la division du travail en fonction du sexe et de considérations sociales.
3. Dans l'ensemble, la situation des femmes de la région s'est relativement améliorée, mais cette affirmation ne peut être généralisée à toutes les femmes et à tous les aspects de la vie sociale. Les conditions de vie des femmes varient considérablement selon la couche socio-économique à laquelle elles appartiennent, qui détermine également leur mode de participation à la vie économique, politique, sociale et culturelle, ainsi que les causes et les types de discrimination dont elles sont l'objet.
4. Les femmes les plus touchées par cette situation, conséquence de structures socio-économiques inadéquates, sont celles qui appartiennent aux groupes à faible revenu, notamment dans les zones rurales et les zones urbaines marginales.
5. L'organisation sociale de la région confère à la cellule familiale les fonctions de reproduction biologique et sociale de ses membres et, donc, de la population. La quasi-totalité des femmes adultes exécute des travaux domestiques. Or, cette importante contribution qu'apporte la femme dans son rôle reproducteur n'est pas reconnue socialement et nourrit les stéréotypes sexuels et les modèles culturels en vigueur qui perpétuent la discrimination à l'égard des femmes. Et, ce qui est plus grave, la condition de la femme étant généralement envisagée dans le contexte des services de protection sociale, on a tendance à ne pas reconnaître ses activités non domestiques et à négliger ainsi sa contribution au développement économique et social. Beaucoup de stratégies et plans nationaux de développement ne tiennent pas compte de l'apport de la majorité des femmes aux travaux domestiques. Il existe aussi un ensemble de problèmes sociaux qui touchent également les hommes et les femmes et font obstacle au développement intégral : par exemple, le dénuement critique, la répartition inégale du revenu, le chômage, l'analphabétisme ou le semi-analphabétisme, la marginalité de vastes secteurs urbains, ruraux et autochtones, une participation insuffisante ou nulle aux aspects importants de la vie nationale, etc.



6. Les obstacles à la participation des femmes à la vie économique, politique, sociale et culturelle de leur pays sont intimement liés aux conditions générales du sous-développement; il est donc indispensable de réaliser les transformations nécessaires dans les structures socio-économiques et, parallèlement, d'adopter des mesures spécifiques visant à modifier la condition de la femme latino-américaine afin qu'elle intervienne activement dans la transformation des structures existantes et qu'elle contribue de façon déterminante à l'instauration de l'égalité totale entre l'homme et la femme. D'autre part, la situation des femmes des zones rurales est particulièrement grave; outre l'isolement, elles souffrent du manque d'instruction et du chômage, ainsi que d'autres handicaps qui provoquent leur exode vers les villes, à la recherche de travail, avec tout ce qui s'ensuit : prostitution, mendicité et extension des quartiers insalubres.

7. Dans ces conditions, il est évident que la législation, dans la mesure où elle est discriminatoire à l'égard des femmes, les empêche de s'intégrer au développement et que, si les dispositions législatives ne suffisent pas en elles-mêmes à assurer l'égalité entre l'homme et la femme, l'élimination de toutes les dispositions discriminatoires ouvre la voie dans ce sens. Dans la région, la discrimination de fait est encore renforcée par la discrimination de droit, et il est donc urgent de prendre les mesures d'ordre législatif voulues pour assurer l'égalité de droit entre les sexes.

8. Alors que l'éducation est un facteur essentiel de développement économique et social, les femmes de la région représentent un pourcentage élevé (60 à 80 p. 100) de la population analphabète. Dans les pays dont le niveau culturel est considéré comme élevé, le pourcentage de femmes ayant reçu une éducation secondaire, technique et supérieure est médiocre.

9. A cause des difficultés rencontrées par les groupes les plus nombreux, notamment les femmes, pour accéder à l'éducation, ces dernières s'orientent vers les secteurs traditionnels de l'économie, c'est-à-dire essentiellement les services domestiques, le commerce, l'industrie artisanale et les travaux agricoles. Il y a également un problème propre aux jeunes filles qui quittent l'école parce qu'elles manquent de ressources économiques, parce qu'elles sont enceintes, ou qu'elles sont obligées de travailler pour contribuer au revenu familial, ou pour d'autres raisons.

10. Il ressort du rapport de la CEPAL et de l'Organisation des Nations Unies que le problème de la santé dans la région a pris des proportions alarmantes. La médiocre espérance de vie, le taux de mortalité et de morbidité élevé, la situation critique des services de santé publique, tout cela met en évidence les différences existant entre la situation sanitaire et les conditions de vie des pays d'Amérique latine et celles des pays développés. Et la situation est encore plus grave si l'on considère les différences profondes entre les pays de la région et les divers groupes sociaux et régionaux.

11. Les femmes sont, avec les enfants, les premières victimes de cette situation, en raison des soins particuliers qu'elles requièrent au cours de la grossesse, au moment de l'accouchement et pendant l'allaitement. A cela s'ajoutent le prix toujours plus élevé des médicaments et le monopole exercé par les sociétés transnationales, ainsi que le manque des ressources médicales appropriées.

12. Dans le domaine de l'emploi, on constate que le pourcentage de femmes faisant partie de la population active reste très bas, encore que, dans la sous-région des Caraïbes, le pourcentage de participation soit plus élevé que dans le reste de la région. /...



13. La plupart de ces femmes effectuent des travaux non spécialisés et sont concentrées dans le secteur des services, notamment le service domestique et le travail familial non rémunéré. Les femmes sont souvent victimes d'une discrimination et d'une exploitation particulières en ce qui concerne la rémunération, les conditions de travail et les pratiques d'embauche, et elles rencontrent des difficultés réelles pour s'intégrer au marché du travail et conserver leur emploi, ce qui fait obstacle à leur participation à la vie politique, économique et sociale du pays.
14. D'après les statistiques actuelles, la main-d'oeuvre féminine se concentre dans les villes et, de préférence, dans les grandes capitales où sont regroupés l'essentiel des services et des occupations traditionnellement attribués aux femmes; toutefois, ces villes ne disposent pas des installations sociales et scolaires qui permettraient à la majorité des femmes de continuer à travailler. Compte tenu du chômage et du sous-emploi chroniques qui caractérisent la région, ces conditions rendent la situation des femmes encore plus critique.
15. Dans le cadre de la famille, on encourage encore des activités et des vocations qui sont plus conformes aux stéréotypes sexuels qu'aux possibilités et aux aptitudes de ses divers membres en tant qu'êtres humains, ce qui affecte non seulement les possibilités de développement individuel des femmes mais aussi leur rôle en tant qu'agents du développement.
16. L'un des obstacles fondamentaux à l'accès des femmes au travail, à l'éducation et aux postes de direction, sans parler de leur développement, est la surcharge de travail imposée par les travaux domestiques, conçus à tort comme "le domaine exclusif de la femme". Cette double charge affecte surtout les millions de femmes participant à la production et aux services, qui doivent ajouter à leur journée de travail la totalité des travaux domestiques.
17. Il est significatif que la participation politique des femmes de la région au développement économique et social de leur pays soit extrêmement faible. Elles constituent près de la moitié des électeurs et, pourtant, elles sont très peu représentées dans les organes législatifs et encore moins dans les organes exécutifs. Les femmes ne participent pas suffisamment à la prise de décisions, leurs opinions ne sont pas estimées à leur juste mesure et, dans de nombreux pays, il n'est pas tenu compte de leurs besoins dans la planification du développement.
18. Tous ces éléments, qui se reflètent dans la situation économique et sociale de la région, sont encore aggravés par l'existence de problèmes comme la prostitution, le trafic illicite de personnes et de drogues, le viol, la toxicomanie et d'autres formes de délit et de conduite antisociale.
19. De leur côté, les moyens de communication de masse, qui offrent de vastes possibilités d'information, d'éducation, de diffusion et de persuasion, ne s'acquittent guère de leur tâche; en effet, la majorité d'entre eux a tendance à renforcer et à présenter une image stéréotypée, dégradante et inexacte de la femme, qu'ils utilisent comme objet sexuel et comme agent d'une consommation aveugle, notamment lorsqu'il s'agit de commercialiser divers articles.

20. Dans une très large mesure, les moyens de communication, motivés surtout par les intérêts économiques des sociétés transnationales, ont perpétué la dépendance de la femme en lui présentant une image fausse d'elle-même et en lui dissimulant les caractéristiques de sa propre identité; ils ont contribué à l'assujettir au milieu domestique, ont empêché le développement de son sens critique et ont répandu l'image de la femme comme marchandise utile à la consommation.

21. Compte tenu de cette évaluation, et en vue de surmonter les obstacles susmentionnés qui empêchent la pleine intégration de la femme au développement économique et social, les gouvernements, les femmes, la CEPAL et les organismes internationaux devraient s'engager à accorder importance et priorité aux mesures énoncées ci-après, dont l'objectif est de remédier à la situation décrite ci-dessus.

#### B. DOMAINES PRIORITAIRES, STRATEGIES ET MESURES A ADOPTER

1. Il est recommandé aux gouvernements de prendre les mesures suivantes :

a) Ne ménager aucun effort pour appuyer au maximum l'application du plan d'action régional, indispensable à la réalisation des priorités d'action pour la région;

b) Veiller à ce que les plans et programmes régionaux, nationaux et sectoriels comportent des mesures efficaces en faveur des femmes, consacrent les ressources nécessaires à cette fin et prévoient le contrôle et l'évaluation de l'application desdites mesures et de leur incidence sur la condition de la femme;

c) Inclure des objectifs, des stratégies concrètes et des études ayant trait à la situation de la femme dans les plans nationaux, en vue de l'élaboration de la nouvelle Stratégie internationale du développement;

d) Faire dès que possible le nécessaire pour créer ou améliorer les mécanismes nationaux chargés d'assurer l'intégration de la femme au développement, et analyser et définir les facteurs qui contribuent à faire obstacle à la création et au fonctionnement de ces mécanismes; et, le cas échéant, de créer des mécanismes mieux adaptés à cette fin;

e) Faire dès que possible le nécessaire pour revoir intégralement la législation nationale, afin d'assurer dans tous les domaines l'égalité juridique entre l'homme et la femme, eu égard en particulier au droit civil, familial et pénal et à la législation du travail agricole; établir, selon que de besoin, un régime du patrimoine familial qui garantisse que les biens acquis au cours du mariage ou de la vie en commun profitent également à l'homme et à la femme; et, dans les pays où il n'existe pas de Code de la famille, inclure dans la législation civile les dispositions pertinentes; enfin, mettre en oeuvre les mécanismes nécessaires pour offrir aux femmes une information adéquate sur toutes les questions juridiques et législatives les concernant, et garantir ainsi une meilleure application de ces dispositions;

f) Faire le nécessaire pour donner suite aux recommandations en matière d'emploi contenues dans la résolution relative aux conditions de travail, à la formation professionnelle et à l'emploi des femmes adoptée par la onzième Conférence des Etats américains membres de l'OIT qui s'est tenue à Medellín (Colombie) en septembre et octobre 1979 :

- i) Créer des conditions propres à assurer un emploi à un nombre de plus en plus élevé de femmes, notamment des chefs de famille, qui représentent un pourcentage important des victimes du chômage et du sous-emploi;
- ii) Concevoir et exécuter des programmes de formation dans des domaines non traditionnels, qui permettent à la main-d'oeuvre féminine non qualifiée, notamment aux jeunes femmes des zones urbaines et aux femmes migrantes, d'acquérir des compétences techniques en fonction de leur âge; cela permettrait aux femmes de se préparer au marché du travail, de se perfectionner et d'être en mesure d'exercer une activité rémunératrice en produisant des biens et des services, ce qui freinerait l'exode rural;
- iii) Améliorer les conditions de travail, promouvoir l'accès au crédit et à la sécurité sociale et accroître la capacité de gestion des femmes travaillant dans le "secteur parallèle" de l'économie;

g) Accorder la priorité à court terme à de vastes programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes, s'adressant principalement aux femmes des zones rurales dont le retard en matière d'éducation est le plus important; il est également suggéré d'utiliser les moyens offerts par les techniques modernes, dans le cadre d'un enseignement du type classique ou non classique. Surmonter, dans les pays où cela n'a pas été déjà fait, la discrimination implicite dans l'enseignement non mixte; encourager l'enseignement mixte, qui facilite la vie en commun en faisant disparaître les schémas et les stéréotypes sexuels et permet d'utiliser au mieux les ressources; encourager également l'éducation sexuelle;

h) Adapter et assouplir les programmes, de manière à permettre aux femmes de reprendre leurs études secondaires ou universitaires lorsque leurs responsabilités de mère le leur permettent ou lorsque, ayant satisfait le désir de se consacrer entièrement à la protection, à l'éducation et à la formation de leurs enfants, elles estiment le moment venu de reprendre leur éducation ou leur carrière;

i) Utiliser les moyens de communication de masse pour diffuser le plan d'action régional et l'intégrer au système d'enseignement scolaire afin que la population soit tenue au courant du développement du pays et puisse y participer activement et en connaissance de cause;

j) Assurer, sans distinction de sexe, un accès équitable aux services de santé, notamment aux couches les plus pauvres de la population, dans le but de satisfaire les besoins essentiels de la population en matière de soins médicaux, ce qui sous-entend une infrastructure adéquate, ainsi que les services médicaux et paramédicaux nécessaires, de façon que chacun puisse bénéficier de soins d'un niveau convenable;

/...

k) Dans les pays qui ont des services d'assistance à la famille, reformuler les critères relatifs au financement et au coût de ces services (crèches ou garderies d'enfants, par exemple) afin que leur coût soit réparti également entre les cotisations payées par les hommes et les femmes chefs de famille, ce qui éliminerait l'idée que ce type de services n'est dispensé qu'aux mères;

l) Accorder une attention particulière à l'amélioration des systèmes nationaux d'information et de statistiques, qui permettent d'évaluer la participation des femmes à tous les niveaux et secteurs du système de planification. Fournir en temps utile aux organismes spécialisés du système des Nations Unies qui en feraient la demande des renseignements à jour sur la condition de la femme;

m) Dans le cadre des programmes de coopération économique et technique entre pays en développement, ainsi que des accords régionaux et sous-régionaux, promouvoir les aspects de la présente résolution qui tendent à faciliter la pleine intégration des femmes au développement économique et social de leur pays;

n) Adopter et appliquer, en collaboration avec les organismes du système des Nations Unies, des mesures tendant à modifier l'image actuelle de la femme comme objet sexuel et commercial, et à la présenter comme un être humain producteur dans les secteurs économique, social et politique;

o) Promouvoir des politiques spécifiques visant à améliorer la condition de la femme en zone rurale, et notamment à développer la sécurité sociale;

p) Inclure dans les programmes nationaux de coopération technique et dans les chiffres indicatifs de planification correspondants, en leur accordant une haute priorité, les projets visant à accroître la participation de la femme au développement;

q) Appuyer fermement la création, en République dominicaine, de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme;

r) Prier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'accélérer la mise en oeuvre des recommandations approuvées par le Conseil d'administration de l'Institut, afin que ce dernier commence à fonctionner le plus tôt possible;

s) Prier également le Secrétaire général d'étudier la possibilité de présenter à la Conférence mondiale de 1980 un rapport sur l'état d'avancement des travaux, les programmes élaborés et les mesures à prendre dans l'immédiat.

2. Il est recommandé à la CEPAL de prendre les mesures suivantes :

a) Présenter dès que possible la présente résolution, qui contient les stratégies fondamentales pour l'intégration de la femme au développement, ainsi que la documentation pertinente mentionnée aux paragraphes 3 et 4 de la résolution 33/200 de l'Assemblée générale, à la prochaine session du Comité préparatoire pour la nouvelle Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi qu'au Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, afin qu'il l'examine lors de sa troisième session;



b) Inclure dans l'exécution de ses programmes ordinaires les recommandations du plan d'action régional, en tant que partie intégrante des mesures requises dans le cadre de la nouvelle Stratégie internationale du développement, et examiner, dans ses évaluations périodiques, certains aspects de l'évolution de la condition de la femme dans différentes zones;

c) Compléter les mesures demandées à l'alinéa précédent par la création de mécanismes permettant de relier étroitement le Service de l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et le reste du système de la CEPAL, pour qu'ils puissent analyser en commun l'impact qualitatif et quantitatif de cette nouvelle stratégie sur la condition de la femme;

d) Recommander au Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau convoqué par le secrétariat d'inclure dans ses évaluations périodiques une étude sur l'intégration de la femme au développement économique et social, et de formuler des recommandations tendant à faciliter la participation active des femmes au développement de la région et à améliorer leur condition, ainsi qu'à atteindre les objectifs de la nouvelle Stratégie internationale du développement;

e) Coopérer avec les gouvernements de la région afin que, en commun avec le secrétariat permanent du Système économique latino-américain (SELA), ils définissent et élaborent des projets de coopération économique qui tiennent compte de la situation des femmes de la région dans le contexte de la croissance et du développement économique et social;

f) Continuer à s'employer, selon l'urgence de la situation et conformément aux recommandations du Bureau et de la première Conférence régionale, à obtenir les ressources humaines et financières dont le secrétariat a besoin pour mieux répondre aux demandes des gouvernements. Exécuter le plus tôt possible la tâche qui incombe au Bureau de Mexico, afin de contribuer plus efficacement à la réalisation des objectifs du Plan d'action régional et du programme du Service de l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine;

g) Accorder la priorité, au sein des divers organes et organismes de la CEPAL, à l'étude et à l'analyse des concepts fondamentaux, des stratégies et des mesures énoncés dans le plan d'action régional, dans le but d'éviter les doubles emplois et de veiller à ne pas détacher la "question de la femme" du contexte économique, social et culturel des pays;

h) Répartir les ressources humaines, techniques et économiques nécessaires à la coordination des projets pour la région par l'intermédiaire de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.

### 3. Il est recommandé aux femmes :

a) De participer, avec un sens de l'engagement plus développé, aux organisations syndicales et, à travers les organisations féminines ou mixtes auxquelles elles appartiennent, à la réalisation des programmes d'action tendant à assurer leur intégration au développement social, politique et économique; et de promouvoir les organisations de base qui appuient les principes démocratiques de l'égalité et de la justice sociale;

/...

b) De collaborer à la diffusion du plan d'action régional et de le prendre comme instrument de référence pour les mesures concrètes que pourraient appliquer les groupes auxquels elles appartiennent;

c) De demander aux organisations non gouvernementales, notamment aux associations de femmes, de continuer à apporter leur précieux concours, directement ou en coopération avec les gouvernements, aux mesures proposées pour la Décennie de la femme et dans le plan d'action régional.

4. En ce qui concerne l'élaboration de projets, il est recommandé aux gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes et au système des Nations Unies de prendre les mesures suivantes :

a) Accorder aux pays de la région l'assistance requise (assistance technique ou collaboration bilatérale ou multilatérale) pour faciliter l'intégration des projets dans l'infrastructure nationale;

b) Accorder plus d'importance à la formation des femmes, l'accent étant mis sur des domaines de formation non traditionnels, afin qu'elles puissent élaborer et exécuter les projets sous tous leurs aspects. Par ailleurs, créer des domaines de production et de commercialisation et autres susceptibles de produire des recettes et d'améliorer la situation des femmes et de leurs familles;

c) Etablir, par l'intermédiaire des organismes régionaux, les mécanismes d'information et de coordination nécessaires pour éviter les doubles emplois et orienter les efforts dans certaines directions essentielles;

d) Créer des coopératives de production et de consommation, diffuser des techniques intermédiaires qui libèrent les femmes rurales des tâches les plus pénibles, et mettre en place une infrastructure adéquate de services de base.

5. En ce qui concerne le financement, il est recommandé aux gouvernements et aux organismes du système des Nations Unies de prendre les mesures suivantes :

a) S'assurer que les ressources financières sont effectivement affectées et utilisées en vue de l'élaboration et de l'exécution de projets visant à l'intégration de la femme au développement;

b) Demander tout particulièrement aux organismes du système des Nations Unies d'évaluer ce qui a été fait pour améliorer la condition de la femme, d'augmenter leur apport financier et d'adopter les mesures voulues pour exécuter le plan d'action régional;

c) Prier la CEPAL de demander à l'Assemblée générale de nouveaux crédits à investir dans des projets, sans que cela entraîne de diminution des ressources qui devront être allouées par le Comité consultatif du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme;

d) Réitérer les recommandations contenues au paragraphe 88.8 ii) du plan d'action régional, dans lequel il est demandé "au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il affecte au secrétariat de la CEPAL des ressources additionnelles imputées sur le budget ordinaire afin de renforcer ses activités régulières

dans le domaine des questions féminines et de faciliter la création d'un service spécialisé s'occupant de l'intégration de la femme au développement". Il est également recommandé d'accroître lesdites ressources en vue de renforcer ce service, d'affecter des ressources humaines et financières supplémentaires au siège de la CEPAL, ainsi qu'aux bureaux sous-régionaux et régionaux, conformément à la recommandation adressée à la CEPAL dans la présente résolution, et de mener à bien les études et recherches en vue de l'élaboration de programmes d'information et de diffusion adéquats;

e) Réitérer les recommandations contenues au paragraphe 88.8 ii) du plan d'action régional, dans lequel il est demandé "au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme qu'il apporte le plus grand appui possible aux activités, aux programmes et projets particuliers de la CEPAL découlant des priorités que fixe le plan d'action régional dans le domaine de l'intégration de la femme au développement en fonction des critères que les Nations Unies ont définis pour l'affectation des ressources du Fonds". Demander également au Fonds de faire preuve d'une plus grande souplesse dans la définition des critères d'affectation des ressources, selon les besoins propres à la région, réduire au maximum le délai entre l'affectation des fonds aux projets et le démarrage de ces derniers une fois les ressources reçues et les montants approuvés; veiller à ce que les montants approuvés correspondent mieux aux montants demandés au titre des projets; assurer un appui financier aux projets en attendant qu'ils soient incorporés aux programmes nationaux, accorder la plus haute priorité à des programmes intégrés susceptibles d'améliorer effectivement la condition de la femme;

f) Réitérer les recommandations contenues au paragraphe 88.8 iii) du plan d'action régional, dans lequel il est demandé "à l'Administrateur du PNUD de collaborer au maximum à la mise en oeuvre - sur le plan national et régional - des dispositions du plan d'action régional en appuyant les activités, programmes et projets particuliers du secrétariat de la CEPAL visant à atteindre ces objectifs", de façon que les bureaux du PNUD dans les différents pays se chargent de cette coordination en vue d'éviter les doubles emplois; demander également à l'Administrateur de faire rapport au secrétariat de la CEPAL, conformément à la procédure établie récemment par le Comité consultatif du Fonds de contributions volontaires en mars 1979;

g) Réitérer les recommandations contenues au paragraphe 88.8 iv) du plan d'action régional, dans lequel il est demandé "au Secrétaire exécutif de la CEPAL d'examiner et de négocier avec des organismes de coopération internationale à caractère bilatéral ou multilatéral un appui financier pour des programmes particuliers liés à la réalisation des objectifs du plan d'action régional"; lui demander également de négocier, par l'intermédiaire d'organismes comme la CNUCED, l'ONUDI, etc., un appui financier aux programmes qui visent à résoudre en priorité certains des problèmes des femmes, dans le contexte de la nouvelle Stratégie internationale du développement.